



Le Mercantour

Parc National

**Décision n° 2019-361**

autorisant l'introduction de chiens en cœur du Parc national dans le cadre  
d'une activité de recherche scientifique ,

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, modifié par le décret n° 2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3-I, 3-VII et 15,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national et les modalités 1-III et 28 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision du directeur du Parc national n° 2014-263 en date du 17 octobre 2014, donnant délégation au directeur-adjoint de signer tous actes et documents,

Considérant que dans le cadre de son activité de conseil dans les domaines cynégétique, agro-pastoral et forestier, l'établissement public du Parc national du Mercantour organise le suivi des populations de galliformes en collaboration avec la Fédération départemental des chasseurs des Alpes-Maritimes,

Considérant que le site de Fontan, en Haute-Roya, constitue un site de référence pour l'observatoire des galliformes de montagne et, à ce titre, fait l'objet d'un comptage annuel.

Décide :

**Article 1er :**

La Fédération départementale des chasseurs des Alpes-maritimes, représentée par son président Monsieur CAUJOLLE Jean-Pierre, et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée à introduire temporairement des chiens d'arrêt en cœur de Parc national.

Cette introduction temporaire est exclusivement limitée et réservée à la mise en œuvre du protocole de comptage organisé dans le cadre de l'Observatoire des galliformes de montagne.

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée pour le 10 août 2019.

Tout report de l'opération, notamment en cas de conditions météorologiques défavorables, est obligatoirement soumis à l'autorisation écrite et préalable du chef de service territorial concerné :

Service territorial Vésubie : 04.93.04.67.00

chef de S.T COLLENOT Aurélien ([aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr](mailto:aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)) et son adjoint CHAPELUT Florent ([florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr](mailto:florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr))

#### Article 3 :

Le bénéficiaire est garant de l'accréditation individuelle de chaque conducteur de chien d'arrêt mis à contribution dans le cadre du protocole de comptage.

Ces derniers sont engagés dans le respect de la présente décision par l'intermédiaire du bénéficiaire qui assume les charges d'encadrement méthodologique, technique et pratique du groupe ainsi constitué.

#### Article 4 :

Toute divagation de chien en cœur de parc est interdite. Ces derniers devront rester à portée de voix de leur maître ou de tout instrument permettant leur rappel.

Toute action de chasse est interdite, ainsi que le port d'arme ou de munition.

#### Article 5 :

La circulation en véhicules motorisés sur la piste pour partie en cœur de Parc national ainsi que le stationnement, sont autorisés par la présente et obtenus auprès du ST Roya-Bévéra sous réserve :

- de strictement limiter le nombre de véhicules affectés au transport des conducteurs de chiens et de leurs animaux jusqu'au site de comptage ;
- de l'obtention par le service territorial concerné, des cartons individualisés d'identification de circuler et stationner ;
- du strict respect des prescriptions données en la matière par le service territorial concerné.

#### Article 6 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du Parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne les interdictions :

- d'utilisation d'appareils d'amplification sonore ;
- d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- d'abandonner tous détritiques ;
- de porter directement atteinte, de quelque manière que ce soit, aux milieux naturels ou aux espèces de la faune et de la flore ;

#### Article 7 :

Cette autorisation n'exonère pas des autres formalités réglementaires ou de convenance qui peuvent être requises, notamment auprès de la Direction départemental des territoires et de la mer des Alpes-maritimes, des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

La présente décision ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur le milieu naturel. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Etablissement public du parc national.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de 3 mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 2 août 2019

Le Directeur Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.